

APERÇU

■ Quand le populisme s'oppose à la productivité

À l'est de l'Allemagne, les employeurs se soucient de la relève *Page 1*

■ Travailler en toute sécurité

Présentation de la campagne de l'EU-OSHA pour la sécurité sur le lieu de travail *Page 3*

■ De la Ruhr à l'Europe

Interview de l'eurodéputé Dennis Radtke *Page 3*

■ La Tunisie s'inspire



La délégation de Tunis aimerait découvrir le dialogue social européen *Page 5*

EDITORIAL



Chères lectrices, chers lecteurs,

Elue pour prendre la tête de la Commission européenne, Ursula von der Leyen a présenté ses candidat(e)s pour la nouvelle Commission, qui doivent à présent être auditionnés par le Parlement européen. Les critiques concernant le choix de l'une ou l'autre Commissaire ne se sont pas fait attendre ; la Commission des affaires juridiques du Parlement européen n'a même pas permis au conservateur hongrois László Trócsányi et à la socialiste roumaine Rovana Plumb de prendre part aux auditions devant les commissions d'experts, à cause de conflits d'intérêts. Il est bon de voir que le

Parlement assume ses responsabilités et sa fonction de contrôle : cela montre qu'il est fort et capable d'agir. Les futur(e)s commissaires doivent être intègres et pouvoir représenter leur portefeuille de manière authentique dans l'intérêt de tous les États membres. En effet, l'enjeu est important, si l'UE veut gagner en crédibilité auprès de ses citoyens. Une Europe réellement sociale permettrait aussi de développer la confiance. Pour cela, un dialogue social fort et efficace est nécessaire. M. Juncker visait une notation sociale « triple A ». Sa Commission a donné de nombreuses impulsions en ce sens. La nouvelle Commission d'Ursula von der Leyen doit rebondir sur ces avancées, et travailler à l'aboutissement du « triple A ». J'espère que, comme annoncé, le dialogue social sera une priorité pour Ursula von der Leyen. Elle mérite en tout cas d'ores et déjà des remerciements et du respect pour la formation de la première Commission (quasiment) composée d'autant d'hommes que de femmes.

*Sigríd Schraml,
Secrétaire générale*

Quand le populisme s'oppose à l'avenir économique

Les employeurs craignent que les bons résultats de l'AfD à l'est de l'Allemagne fassent fuir la main d'œuvre qualifiée

Surfaces disponibles, bonnes infrastructures, promotion de l'activité économique : l'offre de la ville de Leipzig est alléchante. L'économie devrait poursuivre sa croissance autour de cette ville champignon de Saxe, qui compte de nombreux centres de taille moyenne. Les résultats des récentes élections pour le Landtag (parlement régional) dans ces centres ne donnent toutefois pas une impression d'ouverture. Le populisme de

droite rencontre un vif succès dans ces régions aux alentours de Leipzig, comme cela a été le cas en Saxe ou dans le Brandebourg lors des dernières élections pour le Landtag. L'Alternative für Deutschland (AfD), parti populiste de droite parfois ouvertement xénophobe, a obtenu plus de 30 % presque partout. Cela inquiète les employeurs qui, comme le reste de l'Allemagne, dépendent de la main-d'œuvre étrangère. Ils craignent



La métropole de Leipzig, en Saxe, vue du dessus

Photo : ville de Leipzig

que beaucoup de personnes aient désormais peur de s'installer dans la région.

Les résultats des élections des membres des organisations syndicales sont également significatifs. Selon les statistiques de la Confédération allemande de syndicats (Deutscher Gewerkschaftsbund, DGB), ces résultats sont très similaires à ceux de l'électorat global. Plus précisément : 22,5 % des syndicalistes ont voté pour l'AfD dans le Brandebourg et 27,5 % en Saxe. Dans les deux cas, le parti arrive en deuxième position.

que), explique ce phénomène : « beaucoup de travailleurs ont des parcours professionnels interrompus à plusieurs reprises par de l'intérim ou des postes au salaire minimum. Suite à la politique d'austérité appliquée ces dernières années, des régions entières ont été coupées des infrastructures sociales. Cela a des conséquences sur la population et sur son vote ».

Les taux de satisfaction en Saxe peuvent toutefois sembler paradoxaux : selon un sondage d'Infratest, quatre personnes sur cinq estiment que leur situation économique est bonne ou très bonne.

Olivier Höbel parle d'une évolution dangereuse, qui influencera également le travail des syndicats sur place. Il n'a toutefois pas connaissance de cas concrets, où des employés se seraient tournés vers les syndicats par crainte de xénophobie : « tout comme la grande majorité de la population de l'est de l'Allemagne, nous défendons des structures et des entreprises démocratiques et ouvertes sur le monde. Il s'agit donc de laisser le moins de place possible au discours populiste de droite ».

Il faut toutefois rester vigilant, comme le soulignent les représentants des employeurs. En 2016, 70 entreprises de Saxe se sont rassemblées pour créer l'association « Wirtschaft für ein weltoffenes Sachsen e.V. » (litt. l'économie en faveur d'une Saxe ouverte sur le monde). Certains travailleurs ont-ils peur de s'installer en Saxe ? « On en parle de plus en plus », estime Sylvia Pfefferkorn, porte-parole de l'asso-

ciation. Cela montre que les employeurs savent depuis longtemps qu'il faut agir. « Le potentiel économique et entrepreneurial de la Saxe pourrait être compromis par l'impact néfaste que cela aura probablement sur l'image des entreprises, tant en Allemagne qu'à l'étranger », poursuit la porte-parole Sylvia Pfefferkorn. « La Saxe doit admettre qu'elle a besoin de l'immigration ». Les statistiques le confirment : depuis la réunification, le nombre d'habitants en Saxe a chuté de trois quarts de million, alors que les salaires bruts ont triplé pendant la même période. Ce n'est donc pas le travail qui manque, ce sont les travailleurs. Les associations comme « Wirtschaft für ein weltoffenes Sachsen » essaient d'y remédier en organisant des séminaires, des ateliers et des actions.

Cette dernière ne compte pas seulement des petites et moyennes entreprises : Volkswagen Saxe et Infineon en font également partie. Le problème semble avoir pris des dimensions telles qu'il touche tous les domaines d'activités. Sylvia Pfefferkorn considère aussi que les bouleversements passés sont à l'origine de la pression exercée par la droite : « c'est de là que viennent les peurs, qui ne peuvent souvent pas s'expliquer de façon rationnelle ». La solution ne semble pas être en vue, toutefois pas à court terme.

Lukas Fleischmann ■



Olivier Höbel, d'IG-Metall

Photo : Frank Schnelle

Olivier Höbel, directeur régional chez IG-Metall pour Berlin, le Brandebourg et la Saxe (syndicat de l'industrie métallurgi-

Éliminer les risques sur le lieu de travail

Présentation de la campagne de prévention et de protection des travailleurs

Des millions de travailleurs européens (environ 17 %) sont exposés à des substances dangereuses sur leur lieu de travail, sous forme de liquides, de gaz, de poussières et de vapeurs. L'exposition à ces éléments peut provoquer diverses maladies professionnelles graves, dont les conséquences ne sont visibles qu'après plusieurs années. Il s'agit notamment d'allergies, de cancers, d'affections respiratoires et de troubles de la reproduction.

Malgré tous les progrès en matière de technologie et de prévention, surtout en ce qui concerne la protection collective des travailleurs/travailleuses et l'automatisation, l'exposition aux substances dangereuses est plus actuelle que jamais, puisque 100 000 personnes à travers l'UE sont décédées des suites de maladies professionnelles ou ont, avec leurs familles, connu de grandes souffrances. D'après les derniers rapports de l'Organisation internationale du travail, 6 550 personnes décèdent chaque jour dans le monde à la suite de maladies professionnelles. Dans ce cadre, il ne faut pas sous-estimer les coûts que cela implique pour les systèmes sociaux.

Durant les dernières décennies, ce sujet (et en particulier celui des maladies dues à la profession, qui touchent des milliers de travailleurs) a été à plusieurs reprises à l'ordre du jour des syndicats, et a été inclus dans le dialogue social européen. De nombreuses directives relatives à l'exposition aux risques chimiques, cancérigènes et mutagènes, mais aussi à l'amiante, ont été adoptées. Même si l'amiante

est interdit au sein de l'UE, il est toujours présent dans de nombreux secteurs publics et privés européens ; cela met les travailleurs concernés en danger, mais aussi d'autres personnes. Notons également l'adoption du règlement REACH (concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques), après de longues négociations. En 2010, le Comité des hauts responsables de l'inspection du travail (CARIT/SLIC) a soutenu une campagne contre les risques chimiques, qui a été menée dans plusieurs pays avec la participation de structures qui se sont soumise à l'inspection et qui font la promotion de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail. À première vue tourné vers les experts, le débat s'est ensuite étendu aux médias.

Le cancer, qui représente la principale maladie professionnelle mortelle en Europe, a reçu une attention toute particulière et a fait l'objet d'un ensemble de décisions, de conventions et d'accords entre les partenaires sociaux.

En 2018/19, l'agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA) a lancé une nouvelle campagne d'information concernant la santé sur le lieu de travail. Cette campagne était consacrée à la manipulation des substances dangereuses, à la promotion de la prévention (y compris à la pratique de l'évaluation des risques au sein des entreprises), au soutien des échanges de bonnes pratiques et à la mise en place de législations européennes existantes, parfois perfectibles. L'agence européenne dispose d'une

longue expérience en matière de recherche et d'information sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ; ses campagnes ont largement contribué au développement d'une culture de prévention, dans plusieurs pays européens.

Il y a deux ans, le réseau EZA s'est joint à une campagne de l'EU-OSHA, étant donné que les deux partenaires se consacraient depuis longtemps à la promotion de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail, et avaient donc des intérêts communs. C'est surtout depuis les deux dernières décennies que le programme de formation d'EZA contient de plus en plus de projets internationaux pour la sécurité et la protection de la santé des travailleurs, couvrant ainsi un large domaine, qui va des facteurs de stress à la prévention en matière de substances dangereuses. En mars de cette année, EZA a organisé un séminaire international à ce sujet dans le cadre de la campagne de l'EU-OSHA, à Bonn : des syndicalistes de différents pays y ont pris part, tout comme un représentant de l'agence européenne. Par ces projets, qui font partie du dialogue social européen, le réseau EZA vise toujours à donner aux travailleurs et à leurs représentants les outils techniques et politiques nécessaires pour améliorer la qualité du travail grâce à une méthode positive. *António Brandão Guedes* ■

« Le changement doit être socialement acceptable »

EZA interviewe l'eurodéputé Dennis Radkte

Dennis Radkte (union chrétienne-démocrate - CDU) fait partie de la Commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen depuis le mois de mai 2019. Né à Bochum (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), cet ancien secrétaire syndical se bat pour une Europe forte et sociale. Voici ce que nous lui avons demandé :

Monsieur Radkte, pourquoi avez-vous choisi la Commission de l'emploi ? Quelles sont vos motivations ?

D. Radkte : Jusqu'à présent, dans ma carrière politique et professionnelle, j'ai toujours traité les sujets liés à la politique du travail et de l'emploi ainsi que les sujets sociaux. Avant de devenir député, j'ai été

secrétaire syndical pendant de nombreuses années. La Commission de l'emploi et des affaires sociales est l'endroit où je peux le mieux intégrer mon expertise professionnelle aux discussions politiques. En tant que président régional de la CDA pour la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et vice-président fédéral de la CDA, j'ai également défendu ces sujets au sein de

la CDU. Je tiens également à mentionner les raisons personnelles qui me lient à cette thématique. En tant que région productrice de charbon et d'acier, la Ruhr est particulièrement touchée par les changements structurels. J'aimerais que, pour ses habitants, le changement se passe de manière socialement acceptable, et qu'ils bénéficient d'emplois industriels avec un bon salaire, défini dans une convention collective.

Je suis motivé à l'idée de pouvoir contribuer à une Europe plus sociale, et à l'amélioration des conditions de travail de tous les citoyens européens. J'aimerais également que plus aucun travailleur ne doive vivre dans la pauvreté. Pour cela, je voudrais renforcer le rôle des partenaires sociaux au sein de l'UE et établir, au niveau européen, des partenariats sociaux et une implication des travailleurs dans la fixation des salaires.

EZA : Quels sont les tâches et les défis auxquels vous serez confronté pendant la prochaine législature ?

D. Radtke : Une des principales tâches est de terminer les projets qui n'ont pas été finalisés durant la législature précédente. Nous devons maintenant rebondir sur le travail effectué, et non repartir à zéro sur tous les sujets. Je pense notamment au règlement portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale. J'aimerais aussi redynamiser le socle européen des droits sociaux.

Les mesures à venir pour contrer le changement climatique (par ex. le « Green New Deal » présenté par la future présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen) doivent également être prises de manière socialement acceptable. Je considère donc qu'il en va de mon devoir de soutenir les régions particulièrement touchées par le changement climatique.

Depuis peu, j'ai rejoint le Groupe pour l'avenir de la science et la technologie (STOA), ce qui constitue un défi. J'y représente la Commission de l'emploi et des affaires sociales. Ce groupe de travail vise à conseiller les commissions en leur fournissant des études indépendantes de grande qualité scientifique. Nous courons le risque de ne pas tenir suffisamment compte des aspects sociaux lors des discussions politiques visant à répondre aux défis technologiques auxquels notre

société est confrontée suite au changement climatique. Ces sujets doivent pourtant toujours être traités ensemble. Je vais me battre pour cela.

En effet, si la politique néglige les aspects sociaux, de larges parts de la population risquent d'être exclues ; cela pourrait éga-



lement porter atteinte à la démocratie. Selon moi, le renforcement des partis populistes et antidémocratiques est largement lié à l'aspect social.

EZA : Quelles sont vos attentes par rapport à la nouvelle Commission ? Dans quels domaines faut-il lancer des initiatives importantes ?

D. Radtke : De façon générale, j'attends de la Commission européenne que le principe des Spitzenkandidaten (têtes de liste) soit ancré dans un acte juridique, de sorte à ne plus pouvoir être contourné, comme cela a été le cas lors des dernières élections. Le Parlement européen est en effet la seule voix légitimée démocratiquement des électrices et des électeurs en Europe !

En ce qui concerne mon travail, j'attends de la Commission (et plus particulièrement de M. Schmit, en tant que nouveau Commissaire désigné) qu'elle développe davantage le Socle européen des droits sociaux. Je suis toutefois contre le salaire minimum européen, qui doit être débattu. Le salaire minimum ne crée pas d'équité, il s'agit simplement d'une limite inférieure absolue pour le salaire. Seules les conventions collectives négociées par les partenaires sociaux permettent d'obte-

nir des salaires équitables. J'aimerais que les conventions collectives soient introduites de façon généralisée.

Désormais, Nicolas Schmit n'est plus le ministre du Travail du Luxembourg, un pays qui compte environ autant d'habitants que la ville de Dortmund. Il doit être

conscient du fait que, à l'avenir, il sera responsable de 500 millions de personnes, et que l'ensemble des travailleurs de toute l'UE doit profiter de sa politique.

EZA : D'après vous, quel doit être le rôle d'institutions comme l'EZA dans ce contexte ?

D. Radtke : Je pense qu'il est très utile d'avoir un rassemblement européen des intérêts des travailleurs, comme l'EZA. La défense des valeurs socio-chrétiennes et l'attention particulière accordée aux personnes en situation de vulnérabilité sociale m'impressionnent beaucoup. Selon moi, c'est formidable que la formation soit considérée comme un moyen de contribuer à une meilleure cohésion sociale en Europe.

En tant que secrétaire syndical, je peux donc confirmer à quel point le travail du réseau EZA est crucial. Je suis ravi que, grâce à son renforcement des capacités, EZA contribue à donner de meilleures armes aux représentants des organisations de travailleurs, et à leur créer un réseau européen.

EZA : Merci beaucoup pour cet entretien !

De l'inspiration pour le berceau du Printemps arabe

Une délégation de Tunis s'est rendue à Königswinter



Ghayda Thabet, de la Fondation Konrad Adenauer
Photo : EZA / Fleischmann

Début septembre, une délégation de l'ESSECT (École supérieure des sciences économiques et commerciales de Tunis), en Tunisie, est venue visiter le centre des travailleurs de Königswinter. L'objectif du voyage : découvrir le dialogue social allemand. En effet, dans le pays où le Printemps arabe a débuté en 2011, les bouleversements sont encore nombreux. Ghayda Thabet faisait partie de la délégation. Elle travaille pour la Fondation Konrad Adenauer, qui a coordonné le voyage. EZA a contribué à l'élaboration du programme.

EZA : Vous êtes venue en Allemagne avec de nombreux représentants. Quel est leur objectif ?

G. Thabet : L'ESSECT est un groupe scientifique de l'université de Tunis. Nous élaborons des études et des statistiques. Nous voulons pouvoir évaluer le dialogue social, pour déterminer à quel point il est avancé en Tunisie. Dans notre pays, nous avons demandé à plus de 500 entreprises comment elles percevaient le dialogue social. Nous avons constaté qu'il a une image largement positive. Nous pensons qu'il est crucial pour améliorer la situation et l'économie en Tunisie. Les voyages comme celui-ci ont pour but de nous donner des idées en ce sens.

EZA : Pourquoi avez-vous choisi l'Allemagne ?

G. Thabet : Nous voulons déterminer précisément comment le dialogue social fonctionne ici, et pourquoi il a autant de succès. C'est bien entendu valable aussi

pour le dialogue social au niveau européen. Comment fonctionnent les modèles ? Quelles sont les institutions qui existent ? Comment la médiation fonctionne-t-elle ici ? Ce sont des points essentiels pour nous. Mais nous ne voulions pas seulement les aborder de façon théorique. En effet, en plus des exposés et des séminaires, qui étaient très intéressants, nous avons eu l'occasion de visiter des entreprises pour voir des exemples concrets, sur place.

EZA : Qu'est-ce que qui vous a le plus surpris ?

G. Thabet : Nous avons retenu différents éléments concernant les comités d'entreprise. Nous avons constaté que le succès du dialogue social en Allemagne dépend beaucoup de cette participation. C'est ainsi que nous avons remarqué que les modèles tunisien et allemand sont très différents. Suite à notre histoire, notre modèle est naturellement largement inspiré du modèle français. Nous avons malheureusement observé que, après les nombreuses grèves, et après la crise que nous avons connue ces dernières années, nous avons besoin de nouvelles idées. C'est là que la Fondation Konrad Adenauer de Tunis a pu être utile, avec ses contacts en Allemagne.

EZA : Êtes-vous satisfaits des résultats ?

G. Thabet : Très. Pour nous, c'était vraiment important de découvrir les particularités du modèle allemand. Nous avons désormais une idée des conditions de travail et des possibilités de négociation qui existent ici. Les séminaires nous ont en outre permis de découvrir le dialogue social au niveau européen.

EZA : Quel est l'état actuel du dialogue social en Tunisie ?

G. Thabet : En 2018, l'Assemblée constitutive du Conseil national du dialogue sociale s'est rassemblé. C'est une bonne initiative, qui montre que les choses bougent. Il y a toutefois encore de nombreux blocages dans les différentes régions tunisiennes. Cela est bien sûr lié à la situation politique. L'ambiance est tendue. Nous avons connu un véritable bouleversement. Après le Printemps arabe, nous

avons tout d'un coup des libertés, des droits démocratiques, et des grèves. Le problème, c'est que la compréhension manque souvent, par exemple en ce qui concerne la finalité d'une grève.

EZA : Que voulez-vous dire ?

G. Thabet : J'ai parfois l'impression que les grèves sont devenues une obsession en Tunisie. Mais à quelles conditions, et avec quelles limites ? La grève est évidemment un bon moyen pour faire pression. Mais chez nous, on fait la grève simplement pour faire la grève. Vous devez toutefois comprendre que, après le Printemps arabe, nous sommes dans un processus de mutation profonde, qui n'est pas toujours évident. La Tunisie a donc besoin d'un dialogue social fort ; c'est pourquoi nous devons aller chercher de l'inspiration en dehors de nos frontières.

EZA : Merci beaucoup pour cet entretien !

MENTIONS LÉGALES

Publication

EZA – Centre Européen pour les
Travailleurs
Johannes-Albers-Allee 2
D-53639 Königswinter
Tél. +49 - 22 23 - 29 98 - 0
Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22
Courriel : eza@eza.org
www.eza.org

Rédaction

Sigrid Schraml (responsable),
Matthias Homey, Norbert Klein,
Lukas Fleischmann, Victoria Znined

Conception graphique et composition

HellaDesign, Emmendingen
www.helladesign.de

Photos

EZA/Lukas Fleischmann,
Ville de Leipzig, Frank Schnelle

Mode de parution

Quatre éditions par an



Cette publication est réalisée
avec l'aide financière de
l'Union européenne.